



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail et des solidarités**

Marché d'assistance pour la gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable et du droit à l'hébergement opposable en Haute-Garonne

## **Cahier des Charges**

DDETS-SIL-DALO

## **Article 1 : Définition de la consultation**

### **1.1 Contexte**

La Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Haute-Garonne souhaite confier une partie de la gestion des recours DALO et DAHO déposés devant la commission de médiation. A cette fin, la DDETS procède à la passation d'un marché à procédure adaptée prévu à l'article R2123-1 du code de la commande publique.

### **1.2 Intervenants**

Le pouvoir adjudicateur est l'État représenté par le préfet de région Occitanie, préfet de la Haute-Garonne.

L'acheteur est la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Haute-Garonne (DDETS).

Le titulaire du marché est opérateur économique, chargé de l'exécution des prestations du marché.

Le comptable assignataire est le directeur départemental des finances publiques du département de l'Hérault.

Le service prescripteur est le service insertion par le logement de la DDETS de la Haute-Garonne.

### **1.3 Durée**

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification.

### **1.4 Prix**

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, telle que décrite.

Les prix sont fermes pendant la durée d'exécution de la prestation.

Le titulaire est rémunéré en fonction du prix formulé dans son offre sur le bordereau de prix unitaire et sur la base du nombre de prestations effectuées.

Les prestations seront facturées en fonctions des propositions contenues dans le BPU, les prix étant exprimés en euros, hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour le règlement des prestations du présent support, le titulaire établit une facture trimestrielle.

## **Article 2 – Objet de la consultation**

### **2.1 Définition du droit au logement opposable**

La loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable (DALO), a offert à toute personne répondant aux conditions réglementaires d'accès à un logement locatif social la garantie par l'État du droit à un logement décent et indépendant.

Cette loi a également institué un droit à l'hébergement opposable (DAHO) garanti par l'État. Ce droit est offert à toute personne sollicitant un accueil dans une structure d'hébergement, un établissement ou un logement de transition, un logement-foyer ou une résidence hôtelière à vocation sociale et qui n'a reçu aucune proposition adaptée en réponse à sa demande.

En cas d'absence de relogement ou d'hébergement dans le cadre du droit commun, la commission de médiation (COMED) prévue à l'article L.441-2-3 du code de la construction et de l'habitation (CCH) peut être saisie par un requérant qui répond aux conditions d'attribution de la qualité de public prioritaire DALO ou DAHO (article L.441-2-3 CHH).

La Commission de médiation examine les recours amiables et gracieux présentés dans le cadre du DALO ou du DAHO et statue, éventuellement après une enquête sociale, sur le caractère prioritaire et urgent des dossiers qui lui sont soumis dans le délai prévu par le CCH (L.441-15).

Elle se réunit suivant un calendrier prédéfini mais également dès lors que la situation le justifie et rend des décisions motivées susceptibles d'être contestées par les requérants devant le tribunal administratif.

Cette commission est présidée par une personnalité qualifiée désignée par le préfet du département et se compose de cinq collègues (État/ collectivités locales/ organismes bailleurs et organismes chargés de la gestion de structures d'hébergement/ associations de locataires et associations agréées d'insertion ou de logement des personnes défavorisées/ associations de défense des personnes en situation d'exclusion).

Son secrétariat est assuré par la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités qui assure la maîtrise d'ouvrage et est chargée à ce titre du pilotage opérationnel et contractuel du marché.

La loi fixe 6 catégories de publics prioritaires qui peuvent, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008, saisir la commission de médiation :

1. toutes personnes n'ayant pas reçu de proposition d'offre de logement dans le délai anormalement long fixé à 36 mois par arrêté préfectoral pour le département de la Haute-Garonne ;
2. toutes personnes dépourvues de logement ;
3. toutes personnes logées dans des locaux impropres à l'habitation ou présentant un caractère insalubre ou dangereux ;
4. toutes personnes ayant fait l'objet d'une décision de justice prononçant l'expulsion du logement ;
5. toutes personnes hébergées dans une structure d'hébergement de façon continue depuis plus de 6 mois ou logées dans un logement de transition depuis plus de 18 mois ;

6. toutes personnes handicapées ou ayant à charge une personne en situation de handicap ou ayant à charge un enfant mineur et occupant un logement présentant des risques pour la sécurité ou la santé ou un logement indécent.

## **2.2 Objet de la prestation**

Le présent marché a pour objet de confier au titulaire les prestations relatives aux tâches de gestion des recours déposés dans le cadre du droit au logement opposable en application de la loi n°2007-290 du 5 mars 2007 devant la commission de médiation du département.

Les prestations demandées dans le cadre du présent marché consistent en :

- la gestion de recours logement (DALO) les recours suivants : recours sans critères DALO et recours non conformes à la doctrine mise en œuvre en Haute-Garonne,
- la gestion de recours hébergement (DAHO)

La prestation se divise en 4 phases telles que détaillées dans le bordereau des prix:

PHASE 1 : RÉCEPTION ET COMPLÉTUDE DES DOSSIERS AVEC ENREGISTREMENT ET DÉLIVRANCE DE L'ACCUSE DE RÉCEPTION

PHASE 2 : INSTRUCTION DES DOSSIERS AVEC PROPOSITION D'AVIS

PHASE 3 : PRÉPARATION DE LA COMED ET SUIVI DES RECOURS

PHASE 4 : RESTITUTION DES DOSSIERS PAPIER

**La présentation en COMED ne fait pas partie des prestations demandées.**

## **2.3 Les modalités d'exécution**

L'instruction des recours amiables par la commission de médiation s'inscrit dans des délais d'examen des recours réglementaires :

- délai de six(6) semaines pour les « recours hébergement » ;
- délai de trois (3) mois pour les « recours logement ».

Ces délais réglementaires sont impératifs et ne peuvent en aucun cas être dépassés et entraînent une obligation de résultat pour le titulaire sur sa mission.

Le titulaire s'engage à utiliser l'application bureautique COMDALO afin d'instruire les dossiers de "recours logement" ou de "recours hébergement" et de permettre le suivi statistique des résultats de la mise en œuvre du droit au logement opposable au niveau départemental et national.

Le titulaire s'engage à faire suivre à ses agents les formations programmées par le ministère de la transition écologique sur l'application COMDALO ou sur les modalités d'instruction des dossiers de recours DALO et qui seraient nécessaires.

Avant le début d'exécution du présent marché, une réunion de cadrage du déroulement de la prestation sera organisée entre l'acheteur et le titulaire du marché.

L'acheteur et le titulaire du marché se réuniront, en comité technique en tant que de besoin jusqu'à une fois par mois au cours du premier trimestre suivant le commencement de l'exécution des prestations, puis une fois par trimestre et un bilan sera effectué annuellement.

L'acheteur informera le titulaire du marché de la date, les modalités et de l'objet de la réunion 10 jours avant la date prévue de la réunion. Le titulaire du marché doit se rendre disponible aux dates et heures de la réunion fixée par l'acheteur. Toutefois, en cas d'impossibilité dûment justifiée, il s'engage à l'informer de son indisponibilité au moins 3 jours avant la date prévue de la réunion.

Ce comité technique portera sur :

- le volume d'activité et l'évolution prévisionnelle du niveau d'activité,
- les difficultés rencontrées dans la réalisation des tâches,
- la qualité des données et des prestations,
- le retour d'informations de la commission,
- les évolutions réglementaires

Lors de la réunion, le cas échéant, l'acheteur élaborera un plan d'actions correctif que le titulaire du marché sera tenu de respecter.

Le titulaire devra se conformer aux décisions prises entre la DDETS.

Le titulaire du marché devra assister à toute réunion même inopinée que l'acheteur jugera nécessaire à la bonne exécution du présent marché.

## **2.4 Pénalités**

Par dérogation au CCAG-FCS, le non-respect des délais d'exécution fixés peut entraîner la mise en œuvre de pénalités dont le montant s'élève à 25€ par jour de retard.

## **2.5 Confidentialité**

Le titulaire du marché s'engage à respecter l'obligation de confidentialité pour l'ensemble des informations dont il disposera et l'interdiction d'utiliser les données personnelles relatives aux requérants à d'autres fins que sa mission.

## ARTICLE 3 – Procédure de passation du marché

### 3.1 Règles applicables

Le présent marché est conclu selon les modalités du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) établi par l'arrêté du 30 mars 2021.

### 3.2 Modalités de consultation

La date de remise des offres est fixée au 6 octobre 12h.

Les offres peuvent être déposées sur la plate-forme dématérialisée des marchés de l'État ou par mail à : [fabien.augistrou@haute-garonne.gouv.fr](mailto:fabien.augistrou@haute-garonne.gouv.fr)

### 3.3 Pièces à fournir

Toute offre devra comprendre :

- le BPU ou un devis signé équivalent reprenant les éléments contenus dans le BPU
- Extrait du K-Bis ou équivalent
- les attestations fiscales et sociales
- la déclaration sur l'honneur de ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner
- des références professionnelles ou expériences similaires
- l'acte d'engagement signé

### 3.4 Critères d'attributions

Les offres seront analysées au regard des critères pondérés suivants, conformément aux dispositions de l'article R.2152-7 du Code de la commande publique.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue sur la base des critères ci-après et de leur pondération.

Critère	Pondération	Modalités d'évaluation
Prix	50,00 %	Analyse du montant global TTC
Valeur technique et qualité de l'offre	30,00 %	Qualité de la méthodologie, maîtrise des outils, moyens humains et matériels
Organisation et délai d'exécution	20,00 %	Respect des délais d'instruction, de réponse, modalités de suivi

### **3.5 Variantes**

Les variantes sont autorisées et présentées distinctement de l'offre de base avec un chiffrage détaillé.

### **3.6 Négociation**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec un ou plusieurs candidats ayant présenté une offre régulière acceptable et appropriée, conformément aux articles R.2123-1 et R2123-5 du code de la commande publique.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des éléments de l'offre notamment le prix et la valeur technique. Toutefois le pouvoir adjudicateur se réserve également la faculté d'attribuer le marché sur la base des offres sans négociation.

## **Article 4 Contact et informations complémentaires**

### **4.1 Responsable de la consultation**

Le responsable de la consultation est Fabien AUGISTROU chef du service insertion par le logement à la DDETS.

### **4.2 Informations complémentaires**

Les candidatures peuvent poser des questions jusqu'au vendredi 3 octobre 17h par mail à [fabien.augistrou@haute-garonne.gouv.fr](mailto:fabien.augistrou@haute-garonne.gouv.fr)